



## **Communiqué de presse intersyndical Education**

### **Budget : une saignée de trop !**

Dimanche 18 février le ministre de l'Économie annonçait un plan d'économie de 10 milliards d'euros pour pallier le déficit de croissance. *"Nous avons choisi de réduire les dépenses immédiatement et massivement. (...) L'État se serre la ceinture."* a ainsi annoncé le Ministre. Le décret publié le jeudi 22 février au matin acte une saignée dont les deux principales victimes sont la transition écologique et l'Education Nationale/enseignement supérieur qui rendent respectivement 2 et 1,5 milliards d'euros.

582 millions d'euros sont retirés à l'école publique dont 382 auraient dû servir à rémunérer des personnels d'enseignement, d'éducation et d'accompagnement des élèves et sonnent comme une provocation.

Cette saignée confirme une fois de plus le renoncement de ce gouvernement à recruter des personnels en améliorant leurs conditions de travail, de rémunération, d'avancement, pour rendre les professions attractives et garantir la bonne réalisation des missions de service public auprès de tout·es les élèves.

Elle révèle aussi définitivement l'imposture des annonces « choc des savoirs » de décembre dernier, par lesquelles, le ministre Attal devenu depuis chef de gouvernement, prétendait pouvoir mobiliser de la masse salariale dans un « schéma d'emploi complémentaire », au besoin avec la bienveillance de Bercy... Le « choc des savoirs » et ses groupes de niveau, ségrégatif et désormais officiellement sans moyens, doivent être abandonnés.

Si le choix de ne pas creuser la dette peut être entendu, la volonté politique de l'exécutif de faire peser ce coût de 10 milliards d'euros sur les dépenses est un choix qui appauvrit l'ensemble de la population. Les services publics sont en effet des facteurs d'égalité entre citoyen·nes, garantissant la satisfaction d'un certain nombre de besoins vitaux (se soigner, se chauffer, se déplacer, s'éduquer...). Ils sont, cela a été maintes fois démontré, le seul patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas.

C'est sûr qu'il est plus simple pour l'exécutif de passer par la voie réglementaire pour imposer ce plan de 10 milliards d'euros d'économie. Passer par un projet de loi de finance rectificatif c'est prendre le risque d'avoir un front d'opposition à l'Assemblée nationale ou d'être obligé de dégainer un nouveau 49.3. En termes de démocratie, ce tour de passe-passe fait grincer des dents.

### **Et dans l'Éducation ?**

Pour le premier degré, ce sont 138 millions d'euros de crédits qui seront supprimés pour la rentrée 2024 en annulant la réserve de précaution prévue dans le budget. Il serait pourtant utile d'utiliser

ces crédits réellement pour l'École publique, pour améliorer son fonctionnement au quotidien : remplacement des enseignant·es absent·es, amélioration de l'inclusion, baisse des effectifs dans toutes les classes ... L'École publique n'a pas besoin de réserves qui ne lui bénéficient pas, ni d'un plan d'austérité qui va encore dégrader l'existant. Cette austérité va nécessairement avoir des conséquences sur les rentrées suivantes et les suppressions de postes pour la rentrée 2025 risquent d'être conséquentes.

Interrogé, le ministère annonce que cette annulation de crédits n'aura pas d'incidence sur les réformes engagées par Gabriel Attal. C'est pourtant sur ces mesures qu'il y aurait moyen de faire des économies : port de l'uniforme, labellisation et imposition de manuels au CP, Service National Universel (SNU), groupes de niveaux au collège, ... Toutes ces réformes sont coûteuses et ne vont pas résorber les inégalités, voire les creuser pour certaines.

D'autres choix sont possibles... et nécessaires !

L'annonce de ces économies est, à juste titre, ressentie comme une provocation et du mépris pour les personnels des écoles. Ces dernier·es témoignent depuis des années de conditions de travail dégradées et se sont mis massivement en grève le 1er février dernier pour exiger notamment plus de moyens et du respect. L'annonce de Bercy est totalement inadmissible aux yeux des agentes et agents et le kit JO arrivé dans les écoles cette semaine a renforcé ce sentiment de mépris.

Pourtant des alternatives de financement existent : imposition des super profits des entreprises, taxation de l'évasion fiscale, rétablissement de l'ISF... Si ces mesures étaient prises, ce sont 60 milliards d'euros qui entreraient dans les caisses de l'État. Soit autant d'argent pour recruter des personnels nécessaires au fonctionnement des Ecoles, augmenter les salaires, mettre fin aux inégalités salariales femme/homme, renforcer la formation initiale et continue, déployer plus de services publics partout sur le territoire...

La CGT educ action, FSU, Snudi FO, Sud Education, Unsa Education s'opposent fermement à toute nouvelle coupe budgétaire. Elles dénoncent une politique libérale qui consiste à n'agir que sur les dépenses et jamais sur les recettes. Pour plus d'égalité, elles exigent au contraire un renforcement des services publics, financés par une fiscalité plus juste.

Elles appellent à se mobiliser massivement le 19 mars prochain pour imposer d'autres choix économiques, plus justes et solidaires mais également lors des rassemblements, initiatives qui se tiendront dans le département, le 8 mars, journée de grève et de lutte pour les droits des femmes pour, entre autres, exiger l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Rodez, le 28 février 2024